



Conseil économique et social

Distr. générale
1^{er} décembre 2017
Français
Original : anglais

Commission du développement social

Cinquante-sixième session

31 janvier-7 février 2018

Suite donnée au Sommet mondial pour le développement social et à la vingt-quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale : thème prioritaire : stratégies d'élimination de la pauvreté visant à parvenir à un développement durable pour tous

Déclaration présentée par UDISHA, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social*

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

* La version originale de la présente déclaration n'a pas été revue par les services d'édition.



Déclaration

La pauvreté, phénomène total, est liée à de nombreux autres problèmes. Affronter efficacement ceux-ci, c'est contribuer à résoudre celle-là.

Introduction

La pauvreté est un fléau. Chacun d'entre nous y est confronté au quotidien, et rien ne sert de détourner le regard. Le cœur se serre à voir les malheurs qu'elle charrie, à voir combien elle sape les droits de chacun, mais nous, le genre humain, n'avons pas le droit de jeter l'éponge, et nous travaillons sans relâche à son élimination. Pour tous, et en particulier pour les pays développés, les organisations internationales comme l'ONU et les organisations œuvrant au développement, ainsi que pour la société civile, le choix de la stratégie à suivre en la matière est une première étape déterminante.

Objectif

L'objectif de la présente déclaration est de faire comprendre que la pauvreté est un phénomène total aux multiples aspects sociaux, économiques, politiques et environnementaux enchevêtrés. C'est sur cet enchevêtrement qu'il convient d'axer nos efforts, sachant que la résolution de ces problèmes signifierait aussi la fin de la pauvreté, et que l'enjeu est de donner aux générations futures les moyens de parvenir au développement durable.

Visée

Par la présente déclaration, Udisha vise à relever les multiples problèmes sociaux, économiques, politiques et environnementaux qui, loin de constituer des défis isolés, contribuent tous au phénomène de la pauvreté. Dans une perspective globale, chacun de ces problèmes, qu'ils aient trait à la société, à l'économie ou à l'environnement, ne sont que les chapitres du livre de la pauvreté. La bête doit être combattue de tous fronts. La présente déclaration vise à mettre en lumière les solutions dont la société dispose déjà et les améliorations qu'il conviendrait le cas échéant d'y apporter. Plusieurs acteurs de la société y sont examinés, une attention particulière étant portée à la démocratie indienne et, en particulier, au travail des ONG.

Vue d'ensemble de la question, dans la perspective du travail des ONG

La présente déclaration tient compte des différences de besoins entre les zones rurales et les zones urbaines et préconise des méthodes à l'intention des ONG et des pouvoirs publics concernant la manière dont les uns devraient intensifier leurs efforts en ce sens et dont les autres devraient s'atteler à éliminer la pauvreté dans l'une des plus grandes démocraties du monde ; par davantage d'esprit d'initiative et de collaboration, les ONG pourraient faire la différence.

Notre organisation est convaincue que les problèmes des jeunes, des femmes, des enfants et des agriculteurs, ainsi que les difficultés liées à l'enseignement, au chômage, à l'alimentation, à l'eau, à l'énergie, au travail, au logement, à la santé, à la gestion des catastrophes, au secteur manufacturier et au fédéralisme ne sont que des aspects particuliers de la question générale qu'est la pauvreté, qui doit être combattue en gardant à l'esprit l'ampleur des domaines affectés. Aux fins de la présente déclaration, nous nous concentrerons sur le petit nombre d'entre eux qui occupe l'essentiel de nos activités.

La question du travail et les migrations comme facteur de pauvreté

Le marché du travail en Inde connaît une forte scission entre un secteur formel et un secteur informel. L'économie informelle, dans les zones urbaines comme dans les zones rurales, est affectée par les migrations, les bas salaires, les mauvaises conditions de travail et l'incertitude des perspectives d'emploi. Les femmes sont l'un des principaux groupes dont le travail est rarement perçu ou reconnu. Plusieurs mécanismes, notamment le dispositif prévu au titre de la Mahatma Gandhi National Rural Employment Guarantee Act (loi nationale de garantie de l'emploi rural) et les diverses structures intégrées à la mission nationale pour les moyens de subsistance en milieu rural (Atal Pension Yojana, Pradhan Mantri Kaushal Vikas Yojana, Pradhan Mantri Rojagar Protsahan Yojana et Deen Dayal Upadhyaya Grameen Kaushal) sont consacrés à ces questions, en tenant compte des spécificités urbaines et rurales.

Grâce à des activités de formation gratuites axées sur l'emploi, notre organisation a fourni des emplois à des centaines de chômeurs dans les domaines de l'informatique, de la conception de sites Web, de la beauté et des soins de santé, de l'habillement, de la construction et de la sécurité, au titre des programmes du Gouvernement indien et des organisations non gouvernementales. Il est devenu capital de faire en sorte que les groupes sociaux concernés acquièrent des compétences et rejoignent le secteur de l'emploi formel, et que la migration vers les mégalo-poles surpeuplées diminue. Par notre travail de formation et d'éducation populaire, nous espérons contribuer de notre mieux à cette transition. Nous nous concentrons également sur l'enseignement professionnel et sur l'autonomisation des filles pour cibler davantage nos efforts d'insertion dans le marché de l'emploi formel.

Chômage : pauvreté, jeunesse et secteur manufacturier

Dans les pays en développement comme l'Inde, la croissance et l'emploi dépendent en grande partie de l'industrie manufacturière. L'économie indienne, qui a toujours été tournée vers l'agriculture, progresse à grand pas vers la promotion du secteur manufacturier, dont la contribution à la croissance et à l'emploi n'est toutefois pas à la hauteur de son potentiel, ce qui s'explique entre autres par un droit du travail trop contraignant, une surabondance de main-d'œuvre non qualifiée par rapport à la main d'œuvre qualifiée et un manque d'innovation technique. Étant donné la diversité des ressources et le degré variable de compétences et de formation disponibles sur le marché, il est essentiel de comprendre l'importance des petites comme des grandes filières industrielles. Les petites entreprises reposent en grande partie sur les qualités de nos compétences et savoir traditionnels, créent de nombreux emplois, aident à combattre la pauvreté et permettent la distribution équitable des revenus et des richesses.

La politique nationale régissant l'industrie manufacturière vise à augmenter le poids relatif de cette industrie et à autonomiser la jeunesse rurale en lui fournissant les compétences nécessaires pour l'emploi. Dans le cadre de son dernier budget, le Gouvernement a prévu de s'atteler à la création d'un environnement et d'installations plus favorables, dans le but de favoriser l'industrie nationale et internationale par des efforts de simplification, de rationalisation et de numérisation. Les récentes initiatives du type de « Make in India », Skill India, Mudra, SETU et AIM ont pour but d'encourager l'esprit d'entreprise et de faire de l'Inde un centre de production à l'échelle mondiale. Le Gouvernement œuvre actuellement plusieurs lois sur le travail propices à ces objectifs et axées en particulier sur les femmes.

Udisha vise en particulier à transmettre les compétences nécessaires aux petites entreprises et à arracher les jeunes à la pauvreté en les encourageant à gagner leur vie dignement, quel que soit leur degré de compétence et de formation.

La pauvreté et l'assainissement

L'État central s'est engagé à consacrer des sommes importantes pendant les prochaines années à la gestion des déchets urbains, à la construction de toilettes publiques et à la sensibilisation aux questions d'hygiène et de salubrité en coopération étroite avec les Gouvernements des États et le secteur privé, notamment des entreprises, des fondations et des ONG, dans le cadre du projet SWACHH BHARAT ABHIYAAN.

Il convient de prêter une attention particulière aux personnes chargées d'assurer la salubrité des canalisations, des latrines, des bureaux et des espaces publics. Nombreux sont ceux qui, dans ce secteur, travaillent pour des salaires infimes et dans des conditions de travail inhumaines. Ces travailleurs font souvent partie des strates les défavorisées de la société. Il est évident que les questions liées à leur intégration et à leur dignité doivent passer au premier plan et doivent être abordées plus énergiquement. Les besoins en matière d'assainissement sont différents en milieu rural et en milieu urbain : dans un cas, il s'agit de construire des installations sanitaires et de détruire les stéréotypes ; dans l'autre, il s'agit davantage de sensibilisation et d'hygiène quotidienne.

Le rôle des ONG

Les ONG ont un rôle essentiel à jouer pour suivre l'exécution des plans et vérifier l'utilisation des fonds. Udishya prévoit de se doter d'approches spécifiques aux zones rurales et urbaines dans les activités qu'elle consacrera à la lutte contre la pauvreté. Notre organisation compte entre autres établir des plateformes d'apprentissage en ligne de façon à étendre le plus possible sa portée, mais se consacrera également à la formation des adultes, et mènera des programmes de renforcement des compétences susceptibles d'assurer l'autonomie économique des jeunes en améliorant leurs connaissances, leur formation et leurs compétences, et de leur donner l'indépendance suffisante pour s'affranchir de leur condition.

Conclusion

À condition de travailler main dans la main et de ne rien négliger, en gardant à l'esprit qu'il faut œuvrer de manière structurée et collective, et non isolément, il est à notre portée d'éliminer la pauvreté et d'assurer la prospérité de tous les groupes sociaux. Le Gouvernement indien œuvre déjà en ce sens au moyen de plusieurs programmes de renforcement des compétences et de lutte contre la pauvreté, ainsi que par des réformes économiques telles que l'élimination l'argent noir, l'unification du système fiscal, la taxe sur les produits et les services, la réforme du budget et la raréfaction de l'argent liquide.